

David Wagner

Le journalisme est un sport de combat

Je ne passerai pas par quatre chemins. Ni dans le fond, ni sur la forme. C'est pourquoi j'ai décidé, une fois n'est pas coutume, de rédiger cette contribution à la première personne du singulier. Cette forme me paraît d'ailleurs la plus honnête dans ce contexte vu la position que j'occupe aussi bien en tant que journaliste et membre d'un organe dirigeant d'un parti politique, à savoir déi Lénk. Il aurait été tout aussi incongru d'intituler cet article sous forme interrogative, alors que le lecteur, à moins qu'il ne me soupçonne d'être atteint de schizophrénie aiguë, comprendra assez rapidement que j'assume parfaitement cette double fonction que j'exerce depuis maintenant six ans. Toutefois, si j'assume ce qui peut paraître à certains comme contradictoire voire incompatible, je n'en suis pas moins conscient des difficultés liées à ce statut, ni des interrogations légitimes que l'on peut y porter.

Et pourtant, le journaliste n'est pas un ectoplasme. Il témoigne d'un monde dont il est certes l'observateur, comme tout un chacun, mais aussi un acteur quotidien. Il voit, écoute et ressent. Il réfléchit, analyse et tente de prouver ses assertions. Ensuite, il transmet. En toute objectivité? Aura-t-il vu ce que les autres ont vu? Aura-t-il entendu la même chose que les autres? Certes, les faits, gestes, mots se sont exprimés

d'une certaine manière et non d'une autre. Toutefois, sa perception de la réalité divergera de celle de son ou de sa collègue de corporation. Pourquoi? Parce que le journaliste apporte avec lui tout son bagage de

Le journaliste, qu'il le veuille ou non, n'est pas au-dessus de la mêlée. Il est en plein dedans. L'important, c'est qu'il en ait conscience.

vécu, d'expériences passées, de valeurs morales propres, certaines choses vues ou entendues produiront un écho différent dans son monde intérieur en fonction de ses opinions, de ses sympathies ou tout simplement de ses susceptibilités. Comment expliquer que l'on éprouve une sympathie ou une antipathie spontanée envers une personne, un objet ou une œuvre? Le journaliste, qu'il le veuille ou non, n'est pas au-dessus de la mêlée. Il est en plein dedans. L'important, c'est qu'il en ait conscience.

Et l'on en vient à ce que l'on appelle la liberté. C'est une question à laquelle j'ai été confronté plus d'une fois, y compris en dehors de mon activité journalistique. J'ai toujours dû constater, à mon grand étonnement, que l'engagement au sein d'un parti politique, donc l'engagement partisan, est perçu comme étant une restriction à la liberté individuelle. Considération qui m'a toujours paru d'autant plus sau-

grenue, étant donné qu'elle est formulée à une époque où la conception citoyenne de l'engagement en faveur de la « res publica », de la chose publique et commune, constitue l'étalon de nos démocraties, qui, si elles se veulent respectueuses de l'individualité, ne peuvent pas pour autant se passer de l'action commune.

Pour ma part, je ne peux affirmer qu'une chose: je n'ai pas l'impression que l'engagement et l'action commune, qu'ils soient associatifs ou partisans, ne m'aient bridé dans ma liberté individuelle. Au contraire, je pense qu'ils m'ont libéré. Ce qui peut paraître paradoxal à certains est, à mes yeux, évident. Car l'engagement politique, s'il est bien entendu, c'est-à-dire au-delà de la gestion d'un plan de carrière auquel se plie le grand nombre de professionnels interchangeables de la politique, est émancipateur. Ce fut le cas pour moi: sans cet engagement, je n'aurais pas découvert un certain nombre de lectures, je n'aurais pas fait la connaissance de certaines personnes qui ont – souvent à leur insu – contribué à mon enrichissement intellectuel, je n'aurais pas fait un certain nombre d'expériences comme l'organisation d'une manifestation ou d'une grève, la rédaction et la distribution de tracts, la tenue de réunions, avec leurs discussions, leurs débats, la prise de décisions et l'exécution de ces dernières. Je n'aurais pas non plus commis certaines erreurs riches en enseignements. En somme, je n'aurais peut-être pas accu-

mulé aussi rapidement ces expériences formatives, cette prise de conscience d'enjeux communs qui dépassent les petits tracasseries individuels quotidiens. Et surtout, pour le caractère plutôt enclin à la conciliation qui est le mien, la capacité à s'affirmer, à assumer ses opinions et ses choix avec toutes les conséquences aussi bien positives que négatives que cela comporte. De plus, je peux affirmer que je n'ai jamais rencontré autant d'individus forts de caractère, de convictions et usant de leur liberté d'opinion qu'au cours de mon activité politique. Certes, l'on m'objectera que l'on peut faire ces expériences au sein d'autres activités et d'autres contextes, ce qui est juste. Mais il me paraît important d'affirmer une vue divergente de la majorité – certes subjective, mais réellement vécue comme telle – concernant l'engagement au sein d'un parti. Le format de cet article ne me permet malheureusement pas de m'étendre davantage sur la notion de liberté, qui me paraît pourtant essentielle sur la question que je tente de traiter. Pour faire plus court, je laisserai au lecteur le soin de s'interroger sur les marges et limites que nos démocraties néolibérales consuméristes, qui favorisent la pulsion à la réflexion, laissent au citoyen-consommateur lambda, non engagé et persuadé ainsi d'être libre de toute ingérence idéologique extérieure, n'ayant ainsi pas conscience que l'idéologie est partout.

Ce citoyen, qui, s'il condamne à juste titre les campagnes de propagande d'État ou de partis uniques des dictatures bureaucratiques d'Europe orientale – qui avaient au moins l'avantage d'être particulièrement grossières et donc peu efficaces sur le long terme – ne se rend peut-être pas compte de l'effroyable efficacité des propagandes de nos sociétés occidentales, bien plus habiles, car elles ne donnent justement pas l'impression d'être propagandistes. La meilleure propagande est celle qui donne l'impression d'être une information objective. Relayée sur des années, voire des décennies, de manière sous-jacente et même souvent inconsciente par la grande masse des journalistes, commentateurs ou tout autre vecteur de communication, par l'emploi d'un certain vocabulaire ou la construction et propagation virale de valeurs qui répondent à des impératifs économiques des classes dominantes. Cette propagande, qui

glorifie la réussite personnelle et ringardise l'expérience collective tout en utilisant chaque faille de nos systèmes politiques pour relayer l'idée la plus idiote de l'Histoire de l'humanité moderne, qui serait celle de la fin du clivage droite-gauche (ou du clivage entre dominants et dominés), cette propagande est celle qui a conduit qu'aujourd'hui il existe des consensus hégémoniques sur des sujets. Consensus dont il est toutefois nécessaire de prendre le contre-pied.

Un exemple concret et d'actualité : la crise grecque. Que des journaux populistes, comme le *Bild* allemand, en viennent à expliquer cette crise en jouant sur de vieux ressentiments racistes envers les peuples méditerranéens (leur indolence fantasmée

La régression intellectuelle de nos sociétés occidentales est-elle à ce point avancée que l'on ne peut lire de contributions sérieuses sur la crise grecque qu'uniquement dans des publications intelligentes mais marginales ?

face à une prétendue éthique protestante du travail), ne m'étonne malheureusement guère. Qu'un hebdomadaire tel que le *Spiegel*, qui se veut « sérieux », relaye ce même ordre d'idées, de manière plus « nuancée » (puisque l'on est sérieux, on utilisera des phrases plus longues pour dire les mêmes idioties), ne m'a étonné qu'à moitié, étant donné que je n'ai jamais porté une grande estime pour ce journal, qui, s'il ne se veut pas de droite, n'est certainement pas de gauche. Mais que cela soit porté comme une évidence par le gros des grands médias m'a définitivement effrayé. Mon effroi fut total lorsque j'ai réentendu ces mêmes thèses dans une discussion spontanée avec une personne dont le bagage intellectuel et politique interdisait pourtant ce genre d'argumentations essentialistes sur la prétendue « nature des peuples ». La régression intellectuelle de nos sociétés occidentales est-elle à ce point avancée que l'on ne peut lire de contributions sérieuses sur la crise grecque (qui est en fait le résultat d'une crise mondiale du capitalisme financier) qu'uniquement dans des publications intelligentes mais

marginales (comme *forum*) ? Ne peut-on plus contester, même auprès de personnes éveillées politiquement, que la Grèce n'est pas en crise parce qu'elle serait peuplée d'une dizaine de millions de feignasses et d'escrocs, sous peine de passer pour un idéaliste éloigné des réalités ? C'est le monde à l'envers, mais c'est aussi le résultat de l'ordre du monde que la propagande homéopathique de nos systèmes médiatiques a construit.

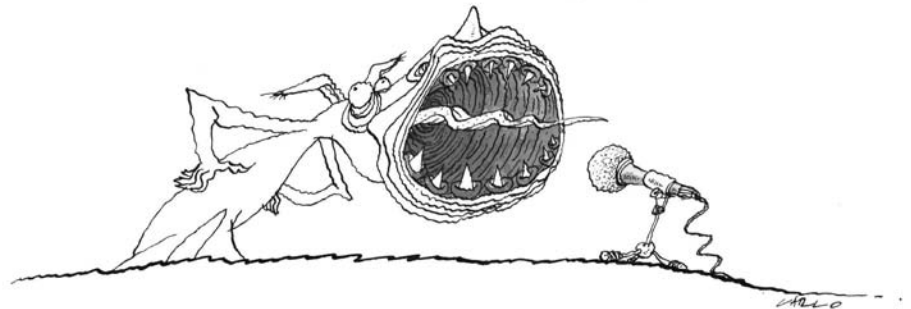
Je pourrai citer d'autres exemples plus « soft », mais je m'en tiendrai à celui de la réforme des retraites. Là aussi, le travail idéologique a été fait : usant de l'argument simpliste et à première vue évident du renversement de la pyramide des âges (moins d'actifs, donc plus de retraites à payer), il est quasiment impossible de trouver une contribution journalistique contestant cet argument, alors que d'autres modèles économiques valables démontrent que les retraites peuvent continuer à être financées sans pour autant devoir augmenter l'âge de départ ou le nombre d'années de cotisation. Parlez du rapport de la productivité au financement des retraites et l'on vous observera comme un extraterrestre tout juste descendu de la planète Marx. Pire, si, en tant que journaliste, vous tentez de démontrer que la pyramide des âges n'est pas un argument valable, la majorité de la médiocratie verra en vous un gauchiste partisan. Reproduisez par contre sagement l'argumentation du modèle idéologique dominant et l'on vous considérera comme sérieux et objectif.

Attention, mon propos n'est pas de lancer l'anathème envers les journalistes de manière générale. Relayer l'idéologie dominante, et, surtout, la phraséologie qui l'accompagne (les mots creux tels que « réforme », « communauté internationale », « efficacité économique »), n'est pas forcément une preuve de malhonnêteté journalistique ou de soumission consciente au système. Il faut aussi prendre en compte les conditions matérielles, donc économiques, dans lesquelles la grande masse des journalistes, de plus en plus réduits à un statut de prolétaires intellectuels, pratiquent leur métier : des contingences de temps qui forcent les journalistes à écrire sur tout et très vite. Or, à moins d'être doté d'un cerveau monstrueux, personne

n'est en mesure de produire du matériel intellectuel consistant dans des conditions aussi précaires. La réflexion présuppose une grande disposition de temps. Résultat : l'on recopie ce que font les collègues, ce qui a au moins l'avantage d'éviter de se tromper seul.

Même celui qui rejette tout système de valeur est soumis malgré lui à un imaginaire idéologique propre qui l'a mené dans une posture de rejet. La véritable liberté consiste non pas à croire en la chimère d'une liberté absolue et totale, mais d'en prendre acte, d'en circonscrire de la manière la plus lucide possible les bornes, de tenter d'en connaître les origines. C'est la prise de conscience de notre soumission partielle à nos propres passions et pulsions qui libère et non pas la conviction illusoire d'être un agent neutre de l'histoire. La vérité libère, le mensonge enferme.

À défaut de pouvoir être objectif, je joue donc la carte de l'honnêteté. Mes lecteurs connaissent mes opinions politiques (pour ceux qui s'y intéressent) car je les exprime publiquement lors de prises de position publiques de mon parti. Ils ne découvriront pas avec étonnement mon nom figurer sur une liste de candidats de tel ou tel parti lorsque, après une vingtaine d'années, j'aurais décidé de décrocher et de me tourner vers une autre activité professionnelle. Ils ne sont pas obligés de connaître le cercle proche de mes amis ou de ma famille pour entrer dans la conscience politique de celui qui s'autorise à dire ou écrire chaque semaine son analyse sur tel ou tel fait de société. Je joue cartes sur table et c'est ainsi que je m'adresse, implicitement, à « mes » lecteurs : sachez que je suis de gauche, que je milite au sein de déi Lénk et que j'écris dans un hebdomadaire qui s'intitule *woxx*. Voyez par vous-même et jugez sur pièce. Est-ce partisan ? Suis-je de mauvaise foi ? Fais-je preuve de moins d'objectivité qu'un autre ? Suis-je vraiment le seul journaliste à avoir des opinions politiques ? Priant mes lecteurs de m'accorder un minimum de bonne foi dans mes analyses, je parie également sur leur maturité pour juger de mon degré de liberté et d'indépendance intellectuelle, sachant pertinemment (et j'ai dû commencer à l'apprendre, cela n'a pas toujours été facile) qu'il y a une différence entre un article de



journal et un tract politique et que le lecteur n'a pas payé les pages qu'il tient entre ses mains pour y lire ce qu'une autre main lui aurait tendu lors d'une manifestation. Comme tout le monde, j'ai un certain orgueil : je n'ai aucun intérêt à ce que mon travail ne soit pas crédible.

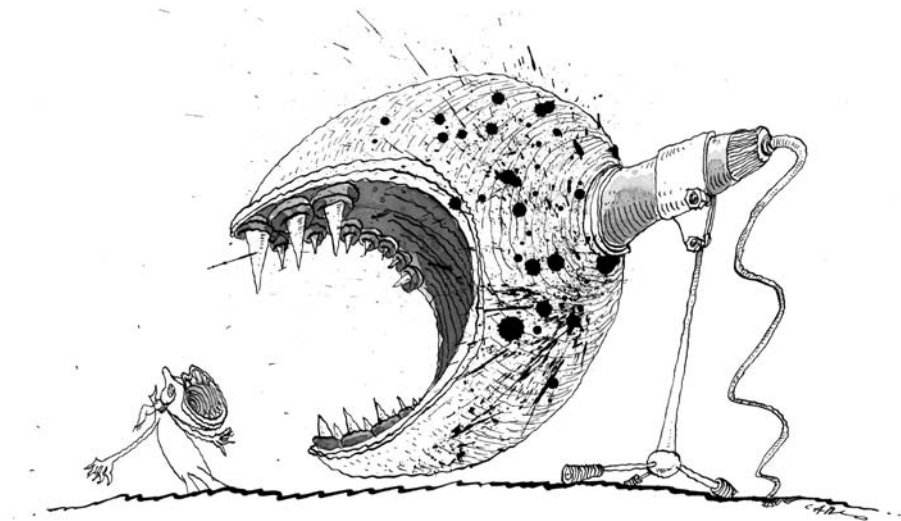
J'estime aussi que c'est une preuve de respect envers son lectorat que de lui dévoiler le fond de sa pensée, la tendance lourde de ses convictions. Les lecteurs sont adultes,

C'est la prise de conscience de notre soumission partielle à nos propres passions et pulsions qui libère et non pas la conviction illusoire d'être un agent neutre de l'histoire.

feindre l'objectivité est une tartufferie. Qui veut-on préserver en refusant qu'un journaliste exprime ses opinions partisans ? De quelles réalités, qui s'exprimeront néanmoins indirectement dans l'organe médiatique lorsque le journaliste, encarté ou pas, prendra la parole ou la plume, veut-on isoler le lecteur-citoyen majeur et consentant ? À moins qu'un journaliste politique souffre de dédoublement de la personnalité ou soit particulièrement idiot, il lui sera impossible de faire l'abstraction de ses convictions et cela se reflétera dans son choix et son emploi des mots ainsi que dans la manière dont il fera usage de l'immense palette de subtilités qu'offrent le champ lexical ou la syntaxe ainsi que les affirmations et questions lourdes de sous-entendus conscients ou inconscients. Ni

le choix des questions, ni la manière dont elles sont posées ne sont innocents. Je me souviens que l'hebdomadaire politique français *Marianne* avait, en 2007, à l'horizon de l'élection présidentielle, rendu public un vote interne. Chaque membre de la rédaction a en effet voté en faveur d'un-e candidat-e du premier tour et le journal a publié le résultat en pourcentages. Hormis le fait que *Marianne* a prouvé sa forte hétérogénéité politique (allant de l'extrême-gauche à la droite gaulliste), je me suis senti respecté en tant que lecteur. L'on peut avoir des opinions tranchées sans pour autant être sectaire. D'ailleurs, *Marianne* récolte les fruits de sa démarche honnête et non-hypocrite : c'est un des rares hebdomadaires politiques français qui réussit à vivre presque exclusivement de ses ventes. Les gens préfèrent les vraies opinions aux journaux faisant dans la tartufferie et l'hypocrisie pour se vendre non pas à leurs lecteurs, mais à leurs annonceurs ou à des groupes industriels.

Parlons ensuite de l'indépendance : loin de moi l'idée de reprocher à un organe médiatique d'appartenir ou d'être proche de tel syndicat, parti ou groupe industriel. Cela est tout à fait légitime. Je constate néanmoins que le *woxx* est un des rares journaux du Luxembourg qui ne compte au sein du conseil d'administration de sa société (qui est une coopérative) aucun représentant direct d'un parti, d'un syndicat ou d'un groupe industriel. Ceci est peut-être aussi la raison pour laquelle ce journal éprouve moins de difficultés à embaucher des journalistes engagés publiquement en politique. À d'autres endroits, cela est bien



plus difficile : soit carrément interdit, soit uniquement toléré s'il s'agit de la carte du « bon parti ».

Il va de soi qu'étant donné ma position je m'impose un certain nombre de limites. J'évite autant que peut se faire (nous sommes une petite rédaction) de traiter des sujets qui impliqueraient directement mon parti, voire même l'actualité de partis tels que le LSAP, étant donné l'état de « concurrence » politique. D'autres membres de la rédaction s'en chargent. J'avoue moi-même que je me sentirais mal à l'aise, à quelques mois par exemple des élections communales, de me rendre à une conférence de presse des socialistes de la ville de Luxembourg alors que je figurerai dans la même ville sur la liste de déi Lénk. Et encore, si j'étais amené à le faire, déi Lénk n'en tirerait peut-être encore moins de profit que si l'article était rédigé par un autre membre de la rédaction, étant donné que ma position me forcerait à une plus grande retenue. C'est ma manière de prouver mon indépendance. Je ne demande à personne de me croire sur parole, je demande d'être jugé non pas seulement sur qui je suis, mais également sur ce que je fais (car les deux sont indissociables).

Le journalisme honnête et sérieux doit évidemment être jugé à un certain nombre de critères : la véracité des faits, la critique des sources ainsi que la prise en compte

d'un contexte général qui mène à la déduction d'une analyse critique d'un événement. Des règles qui sont appliquées dans l'ensemble des disciplines humaines, comme l'histoire ou la sociologie. S'y ajoute la bonne foi, autrement dit l'honnêteté intellectuelle. Mais celle-ci n'exclut pas le combat. Je n'ai jamais été un partisan du cloisonnement des disciplines. L'on parle souvent des « politiciens » (terme que je refuse de m'attribuer, me définissant plutôt comme un militant politique) en imaginant et en acceptant même que cette activité serait liée, comme dans tout corps de métier, à un choix professionnel avec un plan de carrière défini. D'un côté les citoyens, d'un autre les « politiciens ». J'y oppose la conception qu'être citoyen implique le militantisme politique. Éviter le militantisme, c'est un peu tuer les citoyens que nous sommes.

Je suis journaliste certes, mais citoyen d'abord. Et je ne vois pas comment, au nom de telle ou telle école journalistique, je devrais m'amputer, moi qui exerce une profession civique par excellence, de mon devoir citoyen intrinsèque que constitue l'engagement pour l'intérêt général, donc l'engagement politique. En somme, amputer un citoyen de ses engagements politiques, sous le prétexte fallacieux que certaines activités, comme le journalisme, ne le permettraient pas, est une double atteinte à la citoyenneté et à la démocratie.

Pour conclure, encore quelques mots sur la prétendue « distance » par rapport aux faits et aux gens que le journaliste devrait s'imposer. Certes, il faut être capable de rapporter les faits et de les analyser avec raison. Mais de grâce, sortons de cette illusion mortifère pour ce beau métier qui nous laisse penser que nous serions capables d'établir une plus grande distance avec ce qui nous entoure que le commun des mortels ! Serions-nous des superhéros au métabolisme et aux capacités sensorielles distinctes de la race des hommes ? Dans ce cas, il aurait fallu que l'on me prévienne au moins, et je volerais à l'avenir au travail vêtu de ma cape.

Karl Marx disait que les philosophes pensaient devoir se borner à comprendre le monde sans vouloir le changer. Pierre Bourdieu, qui voulait comprendre les mécanismes sociologiques qui poussent certaines personnes à faire certaines choses, notamment en fonction de leurs origines sociales et de leur « capital culturel », s'est lancé dans cette entreprise afin de changer un ordre des choses inique. Ce qui l'a conduit tout naturellement à militer auprès des grévistes de 1995. Celles et ceux qui ont le privilège de faire de la connaissance du monde des hommes leur profession ne devraient-ils pas en faire profiter celle et ceux que l'on cantonne au travail abrutissant et aliénant des usines, bureaux et rayons de supermarchés, en conjuguant l'acte à la parole ? Quelle est mon utilité sociale si elle se limite à rédiger chaque semaine des analyses sur la société, l'école, la politique et le monde du travail pour les quelques milliers de lecteurs du *woxx*, sans pouvoir toucher la grande majorité qui souffre prioritairement des grands maux de notre société ? L'érudition est stérile, mesquine et narcissique si elle ne mène pas à la lutte pour l'amélioration des conditions de l'espèce humaine. Comme la sociologie, en référence au titre d'un documentaire dédié à Bourdieu, le journalisme est un sport de combat.

Je suis bien conscient que ma position est minoritaire. Mais si j'estimais que la majorité avait forcément raison et que je me bornais à être d'accord avec la pensée dominante, je ne serais pas à déi Lénk. Et encore moins journaliste. ♦